MÊME AVEC UN BARIL À MOINS DE 59 DOLLARS

L'Algérie peut encore tenir trois ans mais...

Même si les cours du brut viennent de baisser à moins de 59 dollars, l'Algérie peut encore tenir trois ans en attendant que les cours retrouvent leurs niveaux à 120 dollars. A condition, cependant, de mettre un terme à la vulnérabilité de l'économie nationale et de donner un contenu concret à l'après-pétrole.

Hier, le baril de Brent est tombé sous les 59 dollars à Londres, pour la première fois depuis le 22 févier 2007, à 58,85 dollars en raison des craintes d'un risque de récession économique dans le monde entier. Le baril pour livraison en décembre a ainsi atteint, vers 08h30 GMT, un plus bas depuis le 21 février 2007. Quelques minutes plus tard, il cédait encore 1,48 dollar par rapport à la clôture de la veille, à 59 dollars.

A la même heure, le baril de light sweet crude, pour livraison en décembre, échangé à New York, cédait 1,24 dollar à 62,67 dollars lors des échanges électroniques.

Le prix du baril de pétrole Brent avait cédé 71 cents, à 59,77 dollars, lors des échanges matinaux électroniques en Asie. Même si les cours ont, vers 14h15 GMT, rebondi à 65,90 dollars, en hausse de 1,99 dollar par rapport au cours de lundi. Un rebond soutenu par la hausse des marchés actions européens, quoique encore attentistes et pessimistes, et le recul du dollar par raport à l'euro qui remontait à 1,28 dollar, rendant moins cher le pétrole libellé en dollars et soutenant la demande.

La récession économique en cause

Cette chute du prix survient alors que les fonds d'investissement ont quitté en rangs serrés les marchés financiers depuis la fin de l'été tant pour réduire leurs risques que pour trouver des liquidités. Selon un analyste, ce désengagement est lié à un phénomène plus large de confiance par rapport à l'avenir de l'économie, les opérateurs se focalisant plus sur les baromètres généraux de la confiance que sur les données propres à l'offre et la demande d'or noir.

De fait, cette chute est liée aux craintes d'un risque de récession économique dans le monde entier.

La Commission européenne a indiqué lundi que les quinze pays de la zone euro étaient d'ores et déjà entrés en récession technique, caractérisée par au moins deux trimestres de recul de leur produit intérieur brut (PIB), une première depuis la création de la monnaie unique en 1999. Aux Etats-Unis, premiers consommateurs mondiaux de pétrole, l'activité industrielle est tombée en octobre à son plus bas niveau en 26 ans. Ainsi, la demande y a baissé de 7,8% sur les quatre dernières semaines par rapport à la même période de l'an dernier. Dans le même temps, les stocks ont de nouveau globalement augmenté dans le pays, notamment ceux de produits distillés, particulièrement surveillés à l'approche de l'hiver, synonyme d'augmentation de la demande de fioul de chauffage.

La décision de l'Opep, en attente d'application

De fait, la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de réduire son offre de 1,5 million de barils par jour (mbj) à compter du 1er novembre semble donc pour l'heure insuffisante à inverser la tendance. A ce propos, le président en exercice de cette organisation, Chakib Khelil, avait estimé récemment que cette décision «va prendre beaucoup de temps pour se mettre en place». De l'avis du ministre algérien de l'Energie et des Mines, «plusieurs pays dont l'Algérie, les Emirats, l'Iran, le Nigeria ont déjà annoncé la baisse de leur production. On attend que les autres membres de l'Opep informent leurs clients pour évaluer l'impact de la décision prise par l'organisation à Vienne sur le marché». Mais selon un analyste, plusieurs pays de l'Opep ont réduit de 5% leur production mais le marché attend avec nervosité que l'Arabie saoudite en fasse autant». Et que le grand pays arabe producteur de pétrole ne cède pas finalement aux desiderata des pays consommateurs.

Le prix du panier Opep remonte légèrement

Le prix du panier Opep, regroupant les 13 pétroles bruts de référence de l'Opep, a clôturé lundi en hausse par rapport à vendredi. Il a gagné 1,6 dollar pour s'établir à 59,03 dollars le baril lundi contre 57,43 dollars le baril vendredi qui est son dernier jour de cotation de la semaine. Ce prix était passé vendredi 24 octobre dernier sous la barre des 60 dollars le baril. En rappelant que le panier de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Oriente (Equateur), Minas (Indonésie), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (EAU) et le BCF 17 (Venezuela).

Un baril à moins de 60 dollars, motif d'inquiétude ?

Mais avec un baril à moins de 60 dollars, et la tendance baissière se confirmant, l'Algérie, dont

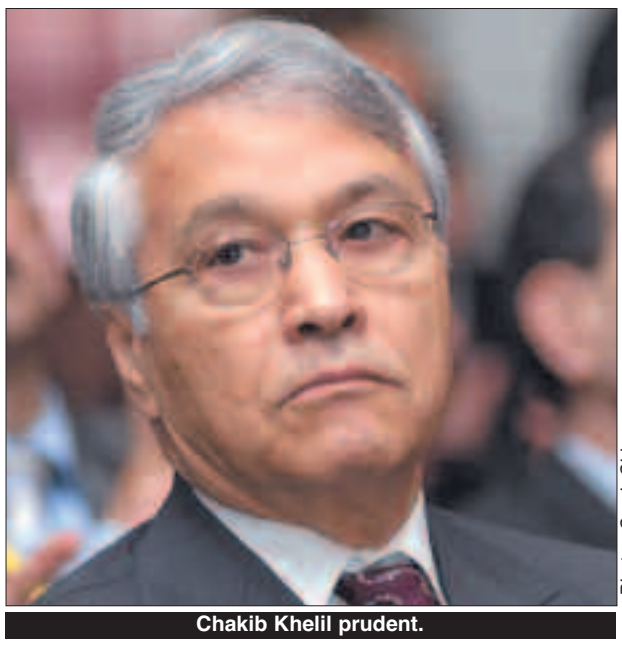

Photo : Samir Sid

Chakib Khelil prudent.

les ressources proviennent essentiellement de ses exportations d'hydrocarbures, devrait-elle s'en inquiéter ? Répondant à cette question, le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, avait récemment estimé que «l'Algérie fonctionne à un baril de 67 dollars.

A 70 dollars nous serions donc en danger, à 60 ça irait mal, à 50 ça irait très mal». Toutefois, la réponse devrait être davantage mitigée, au risque de l'analyse redondante.

Oui, mais non !

Oui, l'inquiétude est de mise si cette tendance baissière des cours se poursuit mais rien n'est moins sûr. En effet, si notre pays est assuré à la fin 2008 d'engranger ses 80 milliards de dollars de recettes en 2008, le cas en sera autrement l'année prochaine. Et même si la revalorisation actuelle du dollar par rapport à la devise européenne (l'euro) représente un petit gain, pouvant aller jusqu' à 7 à 8 dollars pour le prix du baril. Soit des recettes relativement importantes pour notre pays. Non, il ne faut pas s'inquiéter, au moins pour les trois prochaines années. Car nous pouvons maintenir le rythme des dépenses et investissements publics durant deux à trois ans sur la base de 37 dollars. Un prix de référence pour le cadrage budgétaire encore valide à moyen terme. Même si les cours baissent à 55 dollars, 50 dollars, l'impact peut être cependant atténué grâce aux ressources cumulées dans le Fonds de régulation des recettes (FRR) où les ressources excédentaires non budgétisées sont entreposées.

Le trend haussier reprendra

Dans ce cas, le gouvernement devra puiser, au risque de la vider, dans cette «cagnotte» dont le montant dépasse actuellement les 40 milliards de dollars. Or, les cours retrouveront leur trend haussier, à 120 ou 130 dollars, l'ère du pétrole à bas prix étant révolue. D'autant qu'un baril à moins de 65 s'avère insupportable, voire catastrophique, dans le contexte de désinvestissement croissant dans le secteur énergétique. Ce que même le président de l'Opep reconnaît. Et d'autant qu'il n'y a pas de contraction de la demande dans les pays émergents et que, focalisé sur les risques pesant sur la demande, le marché semble par ailleurs aveugle aux contraintes pesant sur l'offre. Or, l'offre hors Opep peine à progresser en raison du manque d'investissements ou de l'épuisement de certains bassins. La Russie, principale locomotive de la progression de l'offre hors Opep, voit sa production stagner depuis le début de l'année, tandis que les gisements norvégiens, mexicains et américains s'épuisent à un rythme rapide.

L'après-pétrole : y aller résolument et concrètement

Toutefois, le problème pour l'Algérie ne se pose pas en termes de prix baissant ou augmentant mais dans sa capacité à réaliser la transformation structurelle de son économie.

Une économie encore vulnérable et qui peine à sortir de sa dépendance des hydrocarbures et dont le discours focalise encore sur «l'après-pétrole». Rappelons, à cet égard, la déclaration récente du chef du gouvernement, affirmant que l'Algérie est à l'abri «aujourd'hui» de la crise systémique internationale qui a eu «au moins le mérite de nous révéler que nous n'avons pas travaillé en conséquence pour préparer l'après-pétrole». Or, il s'agit de passer du discours aux actes, de diversifier l'économie et les exportations hors hydrocarbures. Il est question de donner un contenu précis à cet après-pétrole, à travers la promotion de l'économie des services utiles notamment aux entreprises, le développement des technologies de l'information et de la communication, la recherche-développement… Le défi réside, donc, dans notre aptitude à y aller résolument et concrètement.

C. B. /Agences de presse

APPLICATION DE LA DÉCISION DE L'OPEP

L'Algérie réduit sa production, en attendant l'Arabie Saoudite

Le ministère de l'Energie et des Mines a demandé à Sonatrach de réduire la production nationale de pétrole brut de 71 000 barils par jour à partir du 1er novembre.

Cette mesure vient en application de la décision prise par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), lors de sa réunion extraordinaire du 24 octobre à Vienne, de réduire sa production de brut de 1,5 million de barils par jour à partir du 1er novembre. Ceci afin de tenter d'enrayer la chute des prix du pétrole qui ont perdu plus de la moitié de leur valeur depuis juillet dernier. En rappelant que la production pétrolière de l'Algérie avant cette réduction était de 1,45 million de barils par jour, selon les chiffres officiels. D'autres pays, à l'instar de l'Algérie, ont déjà annoncé leur réduction de la production comme les Emirats arabes unis, le Nigeria et l'Iran, tandis que le Venezuela avait annoncé jeudi dernier qu'il se préparait à réduire sa production de 129 000 barils/jour. Mais l'Arabie saoudite n'a toujours pas notifié sa décision de baisse à ses clients, un signe fort guetté par le marché pétrolier. Dans une déclaration faite dimanche dernier à Alger, le ministre de l'Energie et président en exercice de l'Opep, M. Chakib Khelil, avait appelé les pays membres de l'Organisation à respecter cette décision. «Moi-même j'ai informé tous les membres qu'il fallait le faire (notification aux clients) puisque c'est le seul moyen pour le marché de savoir qu'on est vraiment sérieux quant à l'application de la décision de Vienne», a-t-il insisté.

Les pays de l'Opep perdent 600 milliards de dollars

«Les pays de l'Opep, qui se fixent comme objectif de stabiliser les prix du pétrole entre 70 et 80 dollars le baril, n'ont pas d'autre choix que de se conformer à la décision de réduction de la production prise à Vienne», avait-il souligné. Après avoir frôlé la barre historique des 150 dollars le baril en juillet dernier, les cours du brut ont chuté sous les 60 dollars actuellement, perdant ainsi plus de la moitié de leur valeur. Ainsi, le baril de pétrole Brent est tombé mardi en dessous des 59 dollars à Londres, pour la première fois depuis février 2007, à 58,85 dollars.

La dégringolade des prix du brut a coûté à l'ensemble des pays membres de l'Opep des pertes annuelles de 595 milliards de dollars, selon des chiffres publiés récemment par la publication spécialisée *Pétrole et Gaz Arabes*.

Les réductions de production de pétrole, en barils par jour, de chacun des 11 pays membres de l'Organisation (à l'exclusion de l'Irak) décidées à l'issue de la réunion du 24 octobre à Vienne se présentent comme suit : l'Algérie (-71 000), l'Arabie Saoudite (-466 000), Iran (-199 000), les Emirats arabes unis (-134 000), le Koweït (-132 000), le Venezuela (-129 000), le Nigeria (-113 000), l'Angola (-99 000), la Libye (-89 000), le Qatar (-43 000) et l'Equateur (-27 000).

C. B. / Agences de presse